

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert N° 10/2021/ ABHS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**MESURES DE LA QUALITE DES RESSOURCES EN EAU DANS LE
BASSIN DU SEBOU**

« Marché cadre »

Table des matières

Chapitre premier : Clauses administratives et financières	5
Article 1 : Objet du marché	5
Article 2 : Consistance du marché.....	5
Article 3 : Documents constitutifs du marché	5
Article 4 : Référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché	5
Article 5 : Validité et délai de notification de l’approbation du marché.....	6
Article 6 : Pièces mises à la disposition du prestataire.....	7
Article 7 : Délais de validation des documents par le maître d’ouvrage.....	7
Article 8 : Election du domicile du prestataire.....	7
Article 9 : Nantissement.....	7
Article 10 : Sous-traitance.....	8
Article 11 : Délai d’exécution ou date d’achèvement	8
Article 12 : caractère général des prix.....	9
Article 13 : Révision des prix.....	9
Article 14 : Cautionnement provisoire et cautionnement définitif.....	9
Article 15 : Retenue de garantie	10
Article 16 : Assurances - responsabilité	10
Article 17 : Droits de timbre et d’enregistrement.....	10
Article 18 : Réception provisoire	10
Article 19 : Délai de garantie	11
Article 20 : Modalités de règlement	11
Article 21 : Pénalités pour retard.....	11
Article 22 : Retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non résidents au Maroc ..	12
Article 23 : Réception définitive	12
Article 24 : Résiliation du marché.....	12
Article 25 : Lutte contre la fraude et la corruption.....	12
Article 26 : Protection de la main d’œuvre, conditions de travail, immigration au maroc	13
Article 27 : Mesures de sécurité.....	13
Article 28 : Règlement des différends et litiges	13
Chapitre II : Cahier des prescriptions techniques.....	14
Article 29 : Consistance du marché.....	14
Article 30 : Déroulement des campagnes de prélèvements et des analyses.....	14
Article 31 : Documents à fournir au maitre d'ouvrage	15
Article 32 : Prestations à la charge du maitre d'ouvrage	16
Article 33: Conservation des documents.....	16
Article 34 : Confidentialité :.....	16
Article 35 : Définition des prix	17
Article 36 : Montant du marché	19
Chapitres III : Bordereau des prix formant détail estimatif	20
Article 37 : Bordereau des prix – détail estimatif	20

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché cadre passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou représentée par son Directeur

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.....qualité
.....
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social.....Patente n°
.....
Registre de commerce deSous le
n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)ouvert auprès de
.....
.....
Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. Cas de personne physique

M.
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce deSous le n°.....
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)
ouvert auprès de.....
.....
Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention (les références de la convention) :

☐ **Membre 1 :**

M. qualité
Agissant au nom et pour le compte de en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
ouvert auprès de

☐ **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

☐
☐

☐ **Membre n :**
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M. (Prénom, nom et qualité)
en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un
compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)
ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres est un marché cadre qui a pour objet le suivi de la qualité des ressources en eau dans le bassin du Sebou.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHÉ

La présente opération comprend la réalisation de deux campagnes d'échantillonnage et d'analyses des ressources en eau : l'une pendant l'été (juillet-août), et l'autre pendant l'hivernage (novembre- décembre).

Le programme annexé fixe la situation des points d'échantillonnages, la fréquence des mesures et les paramètres à analyser.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant -détail estimatif ;
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
5. L'offre technique ;

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Le dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015) relatif au Nantissement des Marchés Publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;

- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-7344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat, si le visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : DELAIS DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'acceptation des documents fournis ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l'article 47 du CCAG- EMO. Si le délai prévu pour l'approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s'ajoutera au délai prévu au planning du marché.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu, sis à.....

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015) relatif au Nantissement des Marchés Publics, étant précisé que :

- 1) La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 2) Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 février 2015, est le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

- 3) Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

La durée du marché qui découlera du présent appel d'offres est fixé à une année (**12 mois**) à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant au titulaire de

commencer l'exécution des prestations. Cette durée peut être prolongée par tacite reconduction, sans toutefois que la durée totale du marché cadre ne dépasse trois (03) ans.

Le délai consacré par l'Agence pour l'examen des rapports n'est pas pris en compte dans le délai contractuel indiqué ci-dessus.

ARTICLE 12 : CARACTERE GENERAL DES PRIX

Le marché-cadre issu du présent appel d'offres est à prix unitaires et forfaitaires.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la réalisation des mesures de la qualité des ressources y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au Laboratoire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Le Laboratoire reconnaît que les prix unitaires et forfaitaires du bordereau, avec l'application des prescriptions du présent document, permettent de le rémunérer intégralement pour l'ensemble des travaux et des prestations prévues au marché.

Les prix définis dans le bordereau des prix détail estimatif comprennent les frais du personnel, des fournitures nécessaires, d'échantillonnage, des analyses des eaux in situ/en laboratoire, de transport, ainsi que les frais relatifs à la présence du chef du projet et les membres de l'équipe, les visites des points de prélèvement programmées par l'Agence, la rédaction des rapports de chaque campagne de mesure de la qualité des eaux, des rapports annuels. Il comprend les taxes, bénéfices, impôts et frais généraux et toutes sujétions. Les travaux et les prestations prévus au marché et dont l'IC est réputé avoir estimé les difficultés et risques.

Tout manquement à l'une des prestations précitées entraîne le non-paiement de tous les mesures de qualité des eaux réalisés au cours de la campagne d'analyse.

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 9000 dirhams (neuf mille dirhams).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des prestations et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des prestations aux spécifications du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès verbal de réception provisoire.

S'il constate que les études présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 2 mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies constatées et de remédier à l'ensemble des anomalies sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations objet du présent marché se fera sur des décomptes établis sur présentation des titres justificatifs des opérations effectuées conformément au bordereau des prix du présent marché.

Le maître d'ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en créditant le compte bancaire du titulaire n°..... ouvert auprès de.....

Les paiements seront effectués par prix unitaire relatif à chaque type de mesures et ce après remise du rapport de fin de campagne qui devra comprendre les résultats des mesures ainsi que l'état de qualité des eaux.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits (*ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date*), il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 22 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 23 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 26 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 29 : CONSISTANCE DU MARCHE

Parmi les principales missions de l'Agence du bassin, figure la surveillance de la qualité des ressources en eau à l'échelle de tout le bassin. Dans ce sens, elle réalise chaque année un programme de mesures et d'analyses de la qualité des eaux aussi bien superficielle que souterraine dans sa zone d'action.

La présente opération comprend la réalisation, des prélèvements des échantillons d'eau et des analyses des paramètres définissant l'état de la qualité de l'eau et son niveau de pollution, selon le programme annuel de la surveillance de la qualité des eaux superficielles et souterraines et barrages défini en annexe. Deux campagnes d'échantillonnage et d'analyses devront être réalisées : l'une pendant l'étiage, et l'autre pendant l'hivernage.

Le programme annexé fixe la situation des points d'échantillonnages, la fréquence des mesures et les paramètres à analyser.

ARTICLE 30 : DEROULEMENT DES CAMPAGNES DE PRELEVEMENTS ET DES ANALYSES

Le déroulement des campagnes de surveillances de la qualité de l'eau pour ces prestations se fera de la manière suivante :

- L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou (ABHS) assurera la coordination, le suivi, et le contrôle des opérations des échantillonnages et d'analyses ;
- Le titulaire du présent marché s'engage à effectuer :
 - Les prélèvements des échantillons selon les règles de l'art et leur conservation, le transport des échantillons entre les lieux de prélèvement et le laboratoire d'analyses, ainsi que les mesures in-situ ;
 - Les analyses des paramètres demandés par le maître d'ouvrage selon le programme défini en annexe.

Les prestations objet du marché seront réalisées simultanément par deux équipes d'échantillonnage, l'une pour les eaux de surface, et les eaux souterraines. Les concurrents doivent alors disposer obligatoirement d'au moins deux équipes constituées chacune par un ingénieur confirmé dans la réalisation des prestations similaires et deux techniciens spécialisés.

Les équipes de terrain doivent être dotées des moyens nécessaires et adéquats pour les prélèvements des échantillons d'eau au niveau des (oueds, puits, forages, barrages...), du matériel pour effectuer les analyses sur le site, ainsi que du matériel nécessaire pour le conditionnement des échantillons prélevés, leur conservation et leur transport jusqu'au laboratoire d'analyses.

Le laboratoire destiné à recevoir les échantillons et à réaliser les mesures demandées doit être suffisamment équipé en appareillages nécessaires, et en personnel qualifié et expérimenté en la réalisation des analyses.

ARTICLE 31 : DOCUMENTS A FOURNIR AU MAITRE D'OUVRAGE

Les documents à fournir par le titulaire du présent marché au maître d'ouvrage sont :

- a) Des bulletins des résultats d'analyses de la qualité de l'eau (selon le modèle joint en annexe 2), validés par l'ingénieur responsable de l'équipe. Ces bulletins doivent être remis quatre exemplaires, et dans un délai d'un mois après la fin des opérations effectuées pour chaque campagne.

Ces bulletins ne seront définitifs qu'après approbation par le Maître d'Ouvrage. Cette approbation interviendra dans le mois qui suit leur réception par le Maître d'Ouvrage.

Toute anomalie constatée dans les résultats d'analyse sera réparée aux frais du titulaire du présent marché.

Après approbation, Le Laboratoire. devra remettre à l'Agence du bassin quatre exemplaires des bulletins d'analyses en plus d'une copie électronique sur format Excel.

- b) Un rapport contenant :

☐ Une note sur le déroulement des opérations d'échantillonnages relatives à chaque campagne de mesures, depuis le démarrage de ce dernier jusqu'à l'envoi des échantillons au laboratoire pour analyses, comprenant :

- ✓ Nature du point, son identification et les conditions générales au moment du prélèvement ;
- ✓ La vérification et la validation des coordonnées ;
- ✓ Les résultats des mesures in-situ, signé conjointement par le responsable du laboratoire de l'ABHS et par l'ingénieur responsable de l'équipe ayant réalisé les prélèvements des échantillons.
- ✓ Un album photographique repérant l'ensemble des points de prélèvement ;

☐ Des tableaux et des cartes d'appréciation de l'état de qualité de l'ensemble des points d'eau faisant l'objet du programme de surveillance de la qualité. Les niveaux de qualité sont déterminés sur la base des résultats obtenus confrontés aux grilles

d'appréciation de la qualité adoptées au niveau national. Pour chaque point, le (ou les) paramètre (s) dégradant (s) la qualité doivent être précisés.

Après approbation, le Laboratoire. devra remettre à l'Agence du bassin quatre exemplaires de rapport, en plus d'une copie électronique.

c) Un rapport annuel contenant :

- Une synthèse des résultats des campagnes de (juillet-août) et de (novembre-décembre) ;
- Analyse de l'évolution de la qualité de l'ensemble des points d'eau faisant l'objet du programme de surveillance de la qualité.
- Des tableaux et des cartes d'appréciation de l'état de qualité de tous les points d'eau.

Après approbation, le Laboratoire. devra remettre à l'Agence du bassin quatre exemplaires de rapport annuel, en plus d'une copie électronique.

ARTICLE 32 : PRESTATIONS A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage aura pour charge de contrôler les équipes d'échantillonnage et d'analyses. Dans la mesure du possible, l'ABHS accompagnera les équipes de terrain dans les missions de prélèvements.

Le maître d'ouvrage aura pour charge de remettre au titulaire du présent marché toutes les informations jugées utiles à la réalisation des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 33 : CONSERVATION DES DOCUMENTS

Le titulaire conservera dans ses archives une collection complète des bulletins des résultats d'analyses ainsi que les documents qu'il aura établis pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date de la réception provisoire du marché.

ARTICLE 34 : CONFIDENTIALITE :

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en oeuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession

ARTICLE 35 : DEFINITION DES PRIX

Les prix seront rémunérés suivant le bordereau des prix détail estimatif en précisant que les prix qui y sont définis comprennent toutes les sujétions indiquées dans le présent appel d'offres ainsi que celles qui résultent de l'exécution des prestations selon les règles de l'Art.

Les prix objet du marché cadre seront rémunérés comme suit :

N° Prix	DESIGNATION DES PRESTATIONS	DEFINITION DU PRIX
	Campagne de mesures	
P-1	T°C - pH - Conductivité	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la température, pH et la conductivité selon la norme en vigueur.
P-2	Oxygène dissous	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de l'Oxygène dissous selon la norme en vigueur.
P-3	Turbidité	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la turbidité selon la norme en vigueur.
P-4	Matières en suspension (MES)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la matière en suspension selon la norme en vigueur.
P-5	Demande biologique en Oxygène (DBO ₅)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la demande biologique en oxygène pendant cinq jours selon la norme en vigueur.
P-6	Demande chimique en oxygène (DCO)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la demande chimique en oxygène selon la norme en vigueur.
P-7	Azote Ammoniacal (NH ₄ ⁺)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de l'azote ammoniacal selon la norme en vigueur.
P-8	Azote Kjeldhal (NTK)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de l'azote kjeldhal selon la norme en vigueur.
P-9	Nitrite (NO ₂ ⁻)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de nitrite selon la norme en vigueur.
P-10	Nitrates (NO ₃ ⁻)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de nitrate selon la norme en vigueur.
P-11	Phosphore Total (PT)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure du

		phosphore total selon la norme en vigueur.
P-12	Phosphate (PO_4^{3-})	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de phosphate selon la norme en vigueur.
P-13	Sodium (Na^+)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de sodium selon la norme en vigueur.
P-14	Potassium (K^+)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de Potassium selon la norme en vigueur.
P-15	Chlorures (Cl^-)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de chlorure selon la norme en vigueur.
P-16	Sulfates (SO_4^{2-})	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de sulfate selon la norme en vigueur.
P-17	Calcium (Ca^{2+})	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de calcium selon la norme en vigueur.
P-18	Magnésium (Mg^{2+})	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de magnésium selon la norme en vigueur.
P-19	Coliformes fécaux (CF)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure des coliformes fécaux selon la norme en vigueur.
P-20	Streptocoques fécaux (SF)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure des streptocoques fécaux selon la norme en vigueur.
P-21	Coliformes totaux (CT)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure des coliformes totaux selon la norme en vigueur.
P-22	Chlorophylle a (Chl a)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de Chlorophylle a selon la norme en vigueur.
P-23	Fer (Fe^{2+})	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de fer selon la norme en vigueur.
P-24	Manganèse (Mn^{2+})	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de manganèse selon la norme en vigueur.
P-25	Disque Secchi (D.Secchi)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la transparence / la turbidité d'une colonne d'eau selon la norme en vigueur.
P-26	Fer total (FeT)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de fer total selon la norme en vigueur.
P-27	Phénol	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de phénol selon la norme en vigueur.
P-28	Huiles et graisses (HG)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure des huiles et graisses selon la norme en vigueur.
P-29	Plomb (Pb)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de plomb selon la norme en vigueur.
P-30	Chrome total (CrT)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de chrome total selon la norme en vigueur.
P-31	Sélénium (Se)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de sélénium selon la norme en vigueur.
P-32	Cuivre (Cu)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de cuivre selon la norme en vigueur.
P-33	Zinc (Zn)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de zinc selon la norme en vigueur.
P-34	Cadmium (Cd)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de cadmium selon la norme en vigueur.
P-35	Cobalt (Co)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de

		cobalt selon la norme en vigueur.
P-36	Nickel (Ni)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de nickel selon la norme en vigueur.
P-37	Arsenic (As)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de l'arsenic selon la norme en vigueur.
P-38	Mercure (Hg)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de mercure selon la norme en vigueur.
P-39	Résidu Sec (RS)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de résidu sec selon la norme en vigueur.
P-40	Matière oxydable (MO)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure de la matière oxydable selon la norme en vigueur.
P-41	Titre alcalimétrique (TA)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure du titre alcalimétrique selon la norme en vigueur.
P-42	Titre Alcalimétrique Complet (TAC)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure du titre alcalimétrique complet selon la norme en vigueur.
P-43	Titre hydrotimétrique (TH)	Ce prix rémunère, à l'unité, la mesure du titre hydrotimétrique selon la norme en vigueur.
R	Rapport annuel	Ce prix rémunère, en forfait, l'élaboration des rapports annuels.

ARTICLE 36 : MONTANT DU MARCHÉ

La montant du présent marché s'élève à :Dh TTC

CHAPITRES III : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

AO N° 10/2021/ABHS : MESURES DE LA QUALITE DES RESSOURCES EN EAU DANS LE BASSIN DU SEBOU

N°Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité		Prix unitaire en DH (HT)	Montant total (HT)	
			Min	Max		Min	Max
	Campagne de mesures de la qualité des ressources en eau						
P-1	T°C - pH - Conductivité	U	126	184			
P-2	Oxygène dissous	U	56	84			
P-3	Turbidité	U	38	58			
P-4	Matières en suspension (MES)	U	56	84			
P-5	Demande biologique en Oxygène (DBO ₅)	U	38	58			
P-6	Demande chimique en oxygène (DCO)	U	38	58			
P-7	Azote Ammoniacal (NH ₄ ⁺)	U	108	158			
P-8	Azote Kjeldhal (NTK)	U	38	58			
P-9	Nitrite (NO ₂ ⁻)	U	108	158			
P-10	Nitrates (NO ₃ ⁻)	U	126	184			
P-11	Phosphore Total (PT)	U	56	84			
P-12	Phosphate (PO ₄ ³⁻)	U	38	58			
P-13	Sodium (Na ⁺)	U	108	158			
P-14	Potassium (K ⁺)	U	108	158			
P-15	Chlorures (Cl ⁻)	U	108	158			
P-16	Sulfates (SO ₄ ²⁻)	U	126	184			
P-17	Calcium (Ca ²⁺)	U	108	158			
P-18	Magnésium (Mg ²⁺)	U	108	158			
P-19	Coliformes fécaux (CF)	U	100	158			
P-20	Streptocoques fécaux (SF)	U	100	158			
P-21	Coliformes totaux (CT)	U	100	158			

P-22	Chlorophylle a (Chl a)	U	18	26			
P-23	Fer (Fe ²⁺)	U	18	26			
P-24	Manganèse (Mn ²⁺)	U	91	126			
P-25	Disque Secchi (D.Secchi)	U	14	22			
P-26	Fer total (FeT)	U	96	124			
P-27	Phénol	U	18	24			
P-28	Huiles et graisses (HG)	U	18	30			
P-29	Plomb (Pb)	U	9	16			
P-30	Chrome total (CrT)	U	9	16			
P-31	Sélénium (Se)	U	9	16			
P-32	Cuivre (Cu)	U	9	16			
P-33	Zinc (Zn)	U	9	16			
P-34	Cadmium (Cd)	U	9	16			
P-35	Cobalt (Co)	U	9	16			
P-36	Nickel (Ni)	U	9	16			
P-37	Arsenic (As)	U	9	16			
P-38	Mercure (Hg)	U	9	16			
P-39	Résidu Sec (RS)	U	70	100			
P-40	Matière oxydable (MO)	U	78	110			
P-41	Titre alcalimétrique (TA)	U	108	158			
P-42	Titre Alcalimétrique Complet (TAC)	U	108	158			
P-43	Titre hydrotimétrique (TH)	U	70	100			
R	Elaboration du rapport annuel	Ft	1	1			
TOTAL (HT)							
TVA AU TAUX DE 20%							
TOTAL (TTC)							

Arrêté le présent bordereau à la somme de :

DERNIERE PAGE

AO N° 10/2021/ABHS

**OBJET : MESURES DE LA QUALITE DES RESSOURCES EN EAU DANS LE
BASSIN DU SEBOU - MARCHE CADRE**

POUR UN MONTANT DE :

Dressé par : Fès le	Présenté par : Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Rabat, le :	Approuvé par : La Directrice de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Fès le